

REQUÊTE EN REGLEMENT COLLECTIF DE DETTES

(Article 1675/4 du Code judiciaire)

Au Juge du Tribunal du Travail de
Marche-en-Famenne* ou de Namur*
(* biffer la mention inutile)

A/ONT L'HONNEUR D'EXPOSER :
(*biffer les mentions inutiles)

I.

Monsieur, Madame,

- Nom
- Prénoms
- Numéro national
- Lieu et date de naissance
- Etat civil : marié(e) sans contrat de mariage/avec contrat de mariage
- (régime matrimonial :)
- séparé(e) : depuis le de fait/jugement du
- divorcé(e) : jugement du par le tribunal de 1^{ère} instance de
- transcrit à l'état civil, le
- veuf(ve) : depuis le
- célibataire : isolé(e) ou cohabitant avec
- Profession actuelle
-
- Domicile : rue n° et boîte
- code postal commune
-
- Téléphone (et fax et GSM)
- Résidence (si distincte)
- Adresse de référence
- N'a jamais eu la qualité de commerçant(e)
- N'a plus la qualité de commerçant(e) depuis plus de six mois
- N'a jamais été déclaré personnellement en faillite/A été déclaré personnellement en faillite, clôturée le :
- A déjà fait l'objet d'une procédure de règlement collectif de dettes qui s'est clôturée le :

Requérant(e)

(annexes à joindre : certificats de domicile et de composition de ménage non timbrés, contrat de mariage, preuve de la transcription du divorce, jugements de séparation ou de divorce, ordonnances du juge de paix ou en référé, conventions préalables à divorce par consentement

mutuel, preuves de la date de radiation au registre de commerce, autre preuve de la date de cessation de l'activité commerciale, preuve de clôture de la faillite).

Son conjoint marié, son cohabitant légal ou son compagnon,

Sa conjointe mariée, sa cohabitante légale ou sa compagne,

Monsieur, Madame,

- Nom
- Prénoms
- Numéro national
- Lieu et date de naissance
- Etat civil : marié(e) sans contrat de mariage/avec contrat de mariage
- (régime matrimonial :)
- séparé(e) : depuis le /jugement du
- divorcé(e) : jugement du par le tribunal de 1^{ère} instance de
- transcrit à l'état civil, le
- veuf(ve) : depuis le
- célibataire
- Profession actuelle
-
- Domicile si distinct : rue n° et boîte
- code postal commune
-
- Téléphone (et fax et GSM)
- Résidence (si distincte)
- N'a jamais eu la qualité de commerçant(e)
- N'a plus la qualité de commerçant(e) depuis plus de six mois :
- N'a jamais été déclaré personnellement en faillite/A été déclaré personnellement en faillite, clôturée le :
- A déjà fait l'objet d'une procédure de règlement collectif de dettes qui s'est clôturée le :

Egalement requérant(e)

Non requérant(e)

(Annexes à joindre comme pour le requérant si différentes)

3.

Les représentants légaux (si le(s) requérant(s) est ou sont incapables)

- Nom
- Prénoms
- Domicile
- Téléphone
- Qualité
- Requérant(e)(s) représenté(e)(s)

4.
L'avocat du(des) requérant(s) : Me ***ayant son cabinet à***

Tél.

Fax

5.
Les enfants mineurs cohabitants

NOM	Prénoms	Lieu et Date de naissance	Etudes
-----	---------	---------------------------	--------

1.

2.

3.

4.

5.

6.
Les autres cohabitants (parents, enfants, majeurs, amis etc)

1.

- Nom
- Prénoms
- Lien de parenté ou autre
- Lieu et date de naissance
- Etat civil (marié(e), séparé(e), divorcé(e), veuf(ve), isolé(e))
- Régime matrimonial
- Profession/Etudes/Pensions etc

2.

- Nom
- Prénoms
- Lien de parenté ou autre
- Lieu et date de naissance
- Etat civil (marié(e), séparé(e), divorcé(e), veuf(ve), isolé(e))
- Régime matrimonial
- Profession/Etudes/Pensions etc

3.

- Nom
- Prénoms
- Lien de parenté ou autre
- Lieu et date de naissance
- Etat civil (marié(e), séparé(e), divorcé(e), veuf(ve), isolé(e))
- Régime matrimonial

- Profession/Etudes/Pensions etc

Qu'il(s)-elle affirme(nt) sur l'honneur, n'avoir pas manifestement organisé son (leur) insolvabilité ;

Qu'il(s)-elle n'est (ne sont) pas en état, de manière durable, de payer ses (leurs) dettes exigibles ou encore à échoir, pour les **motifs suivants** : (bref exposé des circonstances qui ont conduit au surendettement actuel) :

-
-
-
-
-
-
-
-
-
-
-
-
-

Qu'il(s)-elle introduit(sent) par la présente, une demande de règlement collectif de dettes ;

Q'il(s)-elle suggère(nt) en qualité de *Médiateur de dettes*, lequel remplit les conditions exigées à l'article 1675/17 CJ, la désignation de :

- Nom
- Prénoms
- Profession
- Dénomination de l'institution
- Adresse (et téléphone et fax)
-
- Motifs du choix :
-
-
-
-

Qu'il(s)-elle déclare(nt) avoir pris connaissance des effets d'une décision d'admissibilité d'une telle requête et notamment des articles 1675/7 et 1675/9 4° du code judiciaire (ce dernier prévoyant la notification aux débiteurs, de la décision, en les informant que dès réception, tout paiement devra être effectué entre les mains du médiateur de dettes) ;

*A. Etat de l'actif du patrimoine du (des) (de la) requérant(e)(s)
et des personnes cohabitantes*

A.1 LISTE DES IMMEUBLES.

- Lieu de situation du bien :
- Description :

- Patrimoine auquel il appartient (propre – commun – ou indivis)
- Propriétaires
- Date de l'acte authentique et nom du notaire
- Prix d'achat
- Valeur actuelle
- Prêt(s)
- Coordonnées du créancier hypothécaire :
- Solde de l'emprunt hypothécaire :
- Coordonnées du/des locataires éventuels et montant du loyer :

- Procédure éventuelle en cours (saisie...)

(Annexes à joindre : pour chaque immeuble : acte authentique d'achat et du financement (actes notariés), actes de saisie immobilière, rapport d'expertise ou tout autre document attestant de la valeur, dernier avertissement extrait de rôle du précompte immobilier, contrat de bail si donné en location, contrat d'assurance incendie)

N.B. En cas de plusieurs immeubles – photocopiez cette page

A.2. LISTE DES MEUBLES (meubles meublants et avoirs mobiliers)

4 TABLEAUX à compléter suivant votre régime matrimonial ou votre situation de fait : tous les meubles quels qu'ils soient, **même simplement utilitaires**, doivent être mentionnés (avec une brève description : type, marque, année, etc) et valeur estimée :

A.2.1. liste des meubles communs et/ou indivis du (de la)(des) requérant(e)(s) ou du requérant avec le cohabitant

A.2.2. liste des meubles propres au premier requérant

A.2.3. liste des meubles propres au second requérant

A.2.4. liste des meubles propres, communs et/ou indivis (avec des tiers) du (des) cohabitant(s)

A.2.1. 1^{er} tableau : Liste des MEUBLES COMMUNS/INDIVIS du (de la)(des) requérant(e)(s) ou du requérant avec le cohabitant

MEUBLE : description - année d'achat et marque	Valeur estimée	Saisi (oui - non)
Véhicule		
GSM		
Appareils audiovisuels		
Appareils électroménagers		
Objets décoratifs		
Autres meubles meublants		

MEUBLES : description – année d’achat et marque	Valeur estimée	Saisi (oui – non)
AVOIRS MOBILIERS		
Comptes bancaires/ CCP Banque N°	Titulaires et Co-titulaires	Soldes actuels
Livrets d’épargne Banque N°	Titulaires et Co-titulaires	Soldes actuels
Autres (épargne pension, etc ...)		

Attention ! si le solde du compte en banque est négatif, ajouter les coordonnées de la banque dans la liste des créanciers. (Tableaux B.1.1 et B.2.2 de la requête).

Joindre les extraits des deux derniers mois précédant le jour du dépôt de la requête

A.3. LISTE DES BIENS immeubles et meubles ALIENES AU COURS DES SIX MOIS précédant la présente requête

Description du bien	Date et lieu de vente	Prix	Acquéreur

Annexes à joindre : pour les meubles : justificatifs de la vente et du prix, pour les immeubles vendus : acte notarié et compromis de vente

A.4. RESSOURCES du/de la/des REQUERANT(E) (S) et COHABITANT(E)(S)

A.4.1.

REVENUS du PREMIER REQUERANT

Identité du débiteur De revenus	Adresse complète	Montant net perçu (avant cession...et saisie)	Type de revenus
		/mois	Salaire – traitement
		/an	Pécule de vacances
		/an	13 ^{ème} mois ou prime fin d'année
		/jours /mois	Allocations de chômage
		/mois	Allocations de mutuelle/invalidité/ handicapé
		/mois	Pensions
		/an	Pécule de vacances
		/mois	R.I.S./Aide CPAS
		/mois	Pension alimentaire
		/mois	Indépendant

(Annexes à joindre : dernier avertissement extrait de rôle reçu à l'impôt des personnes physiques : dernière fiche mensuelle de rémunération du mois en cours, décompte annuel de rémunération, dernière fiche fiscale reçue, pièces comptables pour les indépendants, copie des jugements octroyant les pensions alimentaires)

A.4.2.

REVENUS du SECOND REQUERANT ou EPOUX, PARTENAIRE ou
COHABITANT LEGAL NON REQUERANT

Identité du débiteur De revenus	Adresse complète	Montant net perçu (avant cession...et saisie	Type de revenus
		/mois	Salaire – traitement
		/an	Pécule de vacances
		/an	13 ^{ème} mois ou prime fin d’année
		/jours /mois	Allocations de chômage
		/mois	Allocations de mutuelle/invalidité/ handicapé
		/mois /an	Pensions Pécule de vacances
		/mois	R.I.S/Aide CPAS
		/mois	Pension alimentaire
		/mois	Indépendant

(Annexes à joindre : preuves des revenus, voir ci-dessus, si différentes que pour le premier requérant)

A.4.3.

REVENUS des ENFANTS cohabitants

1. mineurs : allocations familiales et pensions alimentaires ;
2. majeurs : allocations familiales, pensions alimentaires, bourses d'études, jobs d'étudiant, ou autres revenus du travail)

Identité du débiteur de revenus	Adresse	Montant net perçu par mois	Type de revenus

(Annexes à joindre : preuves des revenus les plus récentes, copie des jugements octroyant la pension alimentaire

A.4.4

REVENUS DES AUTRES COHABITANTS

Identité du débiteur de revenus	Adresse	Montant net perçu par mois	Type de revenus

(Annexes à joindre : preuve des revenus les plus récentes, dernier avertissement extrait de rôle à l'impôt des personnes physiques)

A.4.5

Identité et adresses des enfants et beaux-enfants (pour l'application éventuelle de l'article 205 du code civil)

1-

2-

3-

4-

5-

A.4.6.

Professions et ressources de ceux-ci :

1-

2-

3-

4-

5-

A.5. CHARGES QUOTIDIENNES ORDINAIRES du (de la) des REQUERANT(E)S

(Attention en cas de cohabitation avec une personne non requérante, indiquer la quotité de répartition des charges pour chacun)

Évitez les chiffres types ou fantaisistes.

NATURE	DATE DE PAIEMENT	MONTANT MENSUEL	MONTANT PERIODIQUE
Loyer			
Prêt hypothécaire (habitation)			
Précompte immobilier			
Eau			
Gaz – électricité			
Chauffage			
Téléphone GSM			
Télédistribution			
Internet			
Redevance radio TV			
Nourriture			
Equipements et entretien du ménage			
Frais scolaires			
Frais parascolaires			
Frais médicaux et pharmaceutiques et			

paramédicaux (joindre le relevé pharmaceutique et relevé de la <u>mutuelle avec mentions des prix effectivement payés</u>)			
Vêtements			
Pension(s) alimentaire(s) à payer			
Abonnement(s) scolaire(s)			
Frais de transport et de communication			
Financement auto			
Assurance auto			
Taxe de circulation			
Frais d'entretien du véhicule et carburant			
Assurance incendie			
Assurance RC familiale			
Assurance dommages corporels			
Cotisations mutuelles			
Assurance complémentaire – hospitalisation			
Cotisations sociales d'indépendant			
Cotisation syndicale			

Loisirs et sports			
Taxe déchets et taxe environnement			
Assurance-vie			
Provision impôts			
Autres			
TOTAL A effectuer de manière précise			

Indiquer si vous avez déjà introduit une demande en règlement collectif de dettes et, dans l'affirmative, joindre copie de la décision qui y a mis fin.

Préciser tout achat de plus de 150 euros effectués dans les 6 derniers mois et indiquer le mode de financement :

-
-
-
-
-

(Annexes à joindre : copie du contrat de bail, copie du contrat de prêt hypothécaire, copie de l'avertissement du précompte immobilier, copie de la carte grise du véhicule, des différents contrats d'assurances, copie de l'affiliation mutuelle et justificatifs des frais)

1. LISTE DES CREANCIERS du (de la)(des)REQUERANT(E)(S)

- B.1. Liste des créanciers avec leur **dénomination exacte, adresse complète**, et les références à rappeler (y compris la personne physique ou morale à qui la créance a été cédée), **cette liste permet au greffe de faire les notifications nécessaires par pli judiciaire.**
- B.2. Liste des personnes ayant constitué pour le débiteur une sûreté personnelle ou des co-débiteurs tiers.
- B.3. Liste des dettes pour lesquelles des termes et délais ont été octroyés amiablement ou judiciairement.
- B.4. Liste des dettes contestées.
- B.5. Liste des procédures judiciaires en cours contre les requérants et des procédures judiciaires en cours introduites par le requérant.
- B.6. Liste des créanciers des cohabitants autres que les requérants.

NB. En cas de multiples créanciers, photocopiez la page n° 21

- B.1. liste d'identification et d'adresses de tous les CREANCIERS du (de la)(des) requérant(e)s actualisée en vue des notifications.

Créancier n°

Identité ou dénomination sociale :

Adresse :

Références :

Personne physique ou morale ayant repris la créance (cessionnaire), avec preuve de la cession :

Adresse :

Références :

Eventuellement, coordonnées de l'avocat et/ou de l'huissier de justice et/ou de la personne chargés de recouvrer la créance

Adresse :

Références :

Nature précise de la dette (préciser la date du prêt éventuel) :

Montant initial :

Solde restant dû à ce jour :

S'il s'agit d'un prêt, préciser la destination de l'argent emprunté et le sort réservé aux biens acquis :

(Annexes à joindre : contrats de crédits (carte de crédit, ouverture de crédit, prêt à tempérament, prêt personnel à la consommation, copie des jugements, factures, autres contrats, reconnaissance de dettes, rappels de paiement et dernières mises en demeure, avertissements fiscaux, décomptes, lettres de dénonciation des crédits, etc)

B.2. liste des personnes ayant constitué pour le débiteur une SURETE PERSONNELLE (garants ou cautions solidaires) et de celles qui sont CO-DEBITRICES des dettes reprises sous le tableau B.1.

A COMPLETER OBLIGATOIREMENT :

*En biffant les mentions inutiles :

1. Le(s)(la) requérant(e)(s) déclare(nt) qu'il n'y a pas de sûreté personnelle constituée pour leurs dettes déclarées ni de co-débiteurs tiers.
2. Le(s)(la) requérant(e)(s) mentionne(nt) ici pour les dettes visées, les sûretés personnelles constituées (garants ou cautions solidaires) et les co-débiteurs :

Dettes visées	Nom et prénom et/ou dénomination sociale de la personne et sa qualité (caution ou codébitrice)	Profession et/ou registre de commerce	Adresse complète et/ou siège social
Créancier n°			
Créancier n°			

B.3. liste des procédures et des accords à l'amiable qui ont abouti l'OCTROI DE TERMES ET DELAIS (délais de grâce 1134 CJ, crédit à la consommation 1137bis CJ, crédit hypothécaire 59§1 al2 loi 4/8/1992 etc)

Dettes visées	Nature	Montant mensuel des termes		
		Termes demandés	Octroyés respectés	
			1. Par jugement 2. Amiable	Oui/Non
Créancier n°				

(Annexes à joindre : copie des jugements octroyant les termes et délais ou copie des accords amiables sur des termes)

B.4. liste des DETTES CONTESTEES par le (la)(les) requérant(e)(s)

Dettes contestées et motif	Montant total contesté	Juridiction saisie (+ n°RG) (+date de jugement)	Instance à introduire
Créancier n°			

(Annexes à joindre : lettres de contestations envoyées au créancier et échange de correspondances, citation en justice, conclusions échangées, jugements)

B.5. liste des PROCEDURES JUDICIAIRES

1. Procédures judiciaires en cours :

Dettes visées	Juridiction saisie	N° de rôle général et date d'introduction	Avocat en charge du dossier du requérant (adresse)
Créancier n°			
Créancier n°			

2. Procédures terminées :

Dettes visées	Date et juridiction pour le jugement ou l'arrêt (n° de rôle général)	Date de la signification et identité de l'huissier instrumentant	Date du commandement et de la saisie et identité de l'huissier
Créancier n°			

(Annexes à joindre : copie des citations, conclusions, jugements, actes de significations, commandements et exploits de saisies, copie des déclarations de tiers saisis, copie d'un relevé des montants saisis au jour de la requête).

3. Cessions de salaires notifiées et validées :

Créancier n°			

(Annexes à joindre : copie de la notification de la cession, copie du jugement de validation, copie du décompte des montants cédés au jour de la requête)

B.6. liste des DETTES PERSONNELLES du (de la)(des) COHABITANT(E)(S) AUTRE(S) que le (la)(les) requérant(e)(s)

Créancier	Nature et cause de la dette/codébiteurs	Montant initial dû en capital/taux d'intérêt	Montant des mensualités	Solde restant dû

IMPORTANT

Que le (la)(les) requérant(e)(s) est (sont) dans l'impossibilité de rembourser leurs dettes au sens de l'article 1675/2 du code judiciaire parce que :

-
-
-
-
-
-
-

Que le (la)(les) requérant(e)(s) formule(nt) à titre indicatif, la proposition suivante de règlement collectif de ses (leurs) dettes, au profit de ses (leurs) créanciers (combien d'argent pourrait(ent)-il(s)/elle(s) consacrer au remboursement de ses (leurs) dettes, sachant qu'il(s)/elle(s) devra(ont) également payer les frais et honoraires du médiateur :

-
-
-

Que le(la)(les) requérant(e)(s) sollicite(nt) pour autant que de besoin l'octroi de l'assistance judiciaire sur base de l'article 1675/6 du CJ afin de (1)

Que le/la/les requérant(e)(s) ne sollicite(nt) pas l'octroi de l'assistance judiciaire.

(biffer la mention inutile)

A CES CAUSES

Le(la)(les) requérant(e)(s) prie(nt) Monsieur le Président du tribunal du travail, de bien vouloir déclarer sa (leur) demande en règlement collectif de dettes admissible et en conséquence de bien vouloir nommer un médiateur de dettes.

Fait à _____, le _____

le premier requérant _____ le second requérant _____

(1) (préciser la nature de l'action à introduire, à l'exclusion de la procédure de règlement collectif de dettes qui est gracieuse, hormis les frais et honoraires du médiateur sur lesquels l'assistance judiciaire ne peut toutefois pas porter)

(2) ANNEXES A DEPOSER AVEC LA PRESENTE REQUETE :

- une copie de la requête, avec inventaire, dûment complétée et signée ;
- le dossier des pièces justificatives.

2.17.

3. Annexes relatives aux ressources (point A4 de la requête)

- 3.1. Dernier avertissement extrait de rôle reçu à l'impôt des personnes physiques.
- 3.2. Dernière fiche mensuelle de rémunération du mois en cours.
- 3.3. Décompte annuel de rémunération
- 3.4. Pièce justifiant le pécule de vacances.
- 3.5. Pièce justifiant la prime de fin d'année ou le 13^{ème} mois.
- 3.6. Dernière fiche fiscale reçue.
- 3.7. Pièces comptables (pour les indépendants).
- 3.8. Copie du jugement ou de l'accord octroyant la pension alimentaire.
- 3.9. Extraits de tous les comptes bancaires précédant de 2 mois le jour du dépôt de la requête
- 3.10
- 3.11.

4. Annexes relatives aux charges courantes (point A5 de la requête)

- 4.1. Copie du contrat de bail.
- 4.2. Copie du contrat de prêt hypothécaire.
- 4.3. Copie de l'avertissement extrait de rôle du précompte immobilier.
- 4.4. Copie de la carte grise du véhicule.
- 4.5. Copie du contrat d'assurance auto.
- 4.6. Copie du contrat d'assurance incendie.
- 4.7. Copie du contrat d'assurance RC familiale.
- 4.8. Copie du contrat d'assurance dommages corporels.
- 4.9. Copie du contrat d'assurance vie.
- 4.10. Copie de l'affiliation mutuelle.
- 4.11. Justificatif des frais.
- 4.12.
- 4.13.
- 4.14.

5. Annexes relatives aux dettes et aux procédures (points B1 à B7 de la requête)

Pièces justifiant les dettes :

- 5.1. Contrat pour la carte de crédit.
- 5.2. Contrat d'ouverture de crédit.
- 5.3. Contrat de prêt à tempérament.
- 5.4. Contrat de prêt personnel à la consommation.
- 5.5. Facture.
- 5.6. Reconnaissance de dette.
- 5.8. Rappel de paiement et/ou dernière mise en demeure.
- 5.9. Avertissement fiscal ou contrainte.
- 5.10. Décompte actualisé émanant du créancier.

- 5.11. Lettre de dénonciation du crédit.
- 5.12. Preuve de la cession de créance éventuelle
- 5.13.

Pièces relatives à l'octroi de termes et délais :

- 5.15. Copie du jugement octroyant les termes et délais.
- 5.16. Copie de l'accord amiable sur les termes.
- 5.17.
- 5.18.
- 5.19.

Pièces relatives aux dettes contestées :

- 5.20. Lettre de contestation envoyée au créancier.
- 5.21. Citation en justice.
- 5.22. Conclusions
- 5.23. Jugement et le cas échéant, décision d'appel
- 5.24.
- 5.25.
- 5.26.

Pièces relatives aux procédures judiciaires :

- 5.27. Jugement et le cas échéant, décision d'appel
- 5.28. Acte de signification.
- 5.29. Commandement.
- 5.30. Exploit de saisie.
- 5.31. Copie de la déclaration de tiers saisi.
- 5.32. Copie du relevé des montants saisis au jour de la requête.
- 5.33. Copie de la notification de la cession.
- 5.34. Copie du jugement de validation de la cession.
- 5.35. Copie du décompte des montants cédés au jour de la requête (cession).
- 5.36.
- 5.37.